INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS INFOS NEWS

**Journée du 7 novembre 2022**

**INFOS MACRO**

* Hormis le Footsie de Londres, les autres indices européens ont clôturé sur une note positive dans le sillage des performances de Wall Street, à la veille des élections de mi-mandat. Le Cac 40 a terminé stable, à 6 416 points tandis que l’Euro Stoxx 50 a gagné 0,55%, à 3708,64 points. Outre-Atlantique, vers 17h30, le Dow Jones progresse de 0,69% à 32 627 points alors que le Nasdaq Composite progresse de 0,07% à 10 478 points.
* A l'inverse de ces derniers jours, cette nouvelle semaine s'annonce relativement calme sur les marchés en matière de calendrier.
* Une des principales attentions des investisseurs portera sur les élections américaines de mi-mandat, prévus demain, qui pourraient faire basculer au moins l'une des deux chambres du Congrès aux mains des républicains. Le principal indicateur économique hebdomadaire attendu sera l'inflation américaine jeudi.
* Terminant vendredi dernier sur les chapeaux de roue, les Bourses européennes ont démarré la semaine sous le signe de la prudence.
* Côté statistiques, la production industrielle allemande a augmenté plus fortement que prévu en septembre, progressant de 0,6% en septembre contre un consensus de +0,2% après -0,8% en août (révisée à -1,2%).
* Par ailleurs, l'indice Sentix, qui mesure le sentiment des investisseurs en zone euro, ressort à -30,9 en novembre 2022, contre un consensus de -35 et après -38,3 le mois précédent.
* Les cours du pétrole prolongent leur mouvement de hausse. Le cours du baril de WTI gagne ainsi 0,96% à 93,50 dollars vers 17h30. A l'instar de vendredi, ils bénéficient du nouvel accès de faiblesse du dollar. Libellés en dollar, les achats de pétrole par les investisseurs munis de devises étrangères deviennent plus intéressant pour eux quand la devise de référence recule. Sur le marché des changes, l'euro est presque à parité contre le dollar.
* Déjà bien orienté vendredi, l'euro gagne encore 1,27% à 0,9999 dollar à l'approche de la clôture en Europe. " Le temps est encore chaud et l'optimisme quant à l'approvisionnement en gaz continue de mettre un plancher sous l'euro ", explique Société Générale CIB. Vendredi, le dollar avait connu sa plus forte baisse depuis le 4 décembre 2015 à la suite de la publication du rapport sur l'emploi, qui avait fait état d'une légère hausse du taux de chômage en octobre à 3,7%.
* La production industrielle allemande a augmenté de 0,6% en septembre sur un moi après un repli de 0,8% en août, chiffre révisé de -1,2%, a indiqué Destatis, l’office fédérale de la statistique. Elle était attendue en progression de 0,2%. La production de l'industrie, hors énergie et construction, a augmenté de 0,7% en septembre. Dans l'industrie, la production de biens de consommation a augmenté de 1,4% et celle de biens d'équipement de 1,1%. La production de biens intermédiaires a diminué de 0,1%.

Contrairement à l'ensemble de l'industrie, la production des branches industrielles à forte consommation d'énergie a diminué de 0,9 % en septembre 2022.

En dehors de l'industrie, la production d'énergie a augmenté de 1,7% en septembre 2022. La production dans la construction a diminué de 0,3% par rapport au mois précédent.

* La Banque centrale européenne a recueilli auprès du secteur bancaire leurs projets de rémunération des actionnaires et procédé à des analystes approfondies dans certains domaines, a déclaré le Président du conseil de surveillance prudentielle, Andrea Enria, qui s’exprimait devant l’Eurogroupe. « Nous évaluons les vulnérabilités potentielles découlant de l'environnement actuel sur la base de ces projections ».

" En raison de la guerre en Ukraine, les perspectives macroéconomiques n'ont cessé de se détériorer et les marchés financiers se sont révélés particulièrement sensibles aux ajustements brutaux des prix des actifs et des taux d'intérêt et enclins à des épisodes de dislocation pas nécessairement liés aux fondamentaux ", a-t-il expliqué.

" Dans ce contexte exceptionnel, nous avons appelé les banques à surveiller de manière proactive les risques de dégradation des perspectives macroéconomiques et financières", a poursuivi Andrea Enria.

**SOCIETES**

* Au chapitre des valeurs, celles du luxe comme LVMH, et Hermès pâtissent du revirement du discours chinois intervenu samedi sur la poursuite de la politique des restrictions en matière de Covid-19. A contrario, le secteur du transport et des loisirs est tiré notamment par Ryanair, dont l'action a bondi de 3,45%, la compagnie ayant publié au premier semestre le plus gros bénéfice de son histoire.
* Renault (+3,77% à 31,67 euros ) affiche la plus forte hausse de l’indice CAC 40 à la veille de sa réunion investisseurs. Les spéculations vont bon train à propos des annonces que le constructeur automobile pourrait dévoiler. Renault ciblerait une valorisation d’environ 10 milliards d’euros pour son activité de voitures électriques, affirmait avant le week-end Bloomberg citant des sources proches du dossier. Une introduction en bourse de cette activité à Paris l'année prochaine avait été évoquée par Renault en mars.

Le fabricant français a en effet l'intention de créer deux divisions distinctes pour accompagner la transition vers l'électrique et l'abandon progressif des véhicules à carburant fossile. Une division serait consacrée aux VE (véhicules électriques) ainsi qu'aux logiciels, tandis qu'une autre détiendrait ses actifs traditionnels (moteurs à combustion et hybrides).

" L'objectif principal est d'améliorer les performances financières en augmentant la transparence ", explique UBS.

Le dossier des relations avec Nissan pourrait également être évoqué; le groupe japonais souhaitant un rééquilibrage des participations depuis de nombreuses années. Renault détient 43,4% de Nissan et ce dernier 15% de la société française. Les fonds ainsi libérés pourraient être réaffectés aux activités en croissance et, pour une fraction, être également restitués aux actionnaires ", explique Stifel à propos de la participation de Renault, qui devrait être réduite.

" Un article de Bloomberg indique que les actions Nissan pourraient être placées dans un trust, et que les droits de vote de Renault dans Nissan seraient plafonnés. En d'autres termes, nous ne nous attendons pas à ce que la cession et le produit en espèces correspondant se concrétisent à court terme ", indique UBS. Et l'analyste d'ajouter que Renault n'est pas sous pression pour céder cette participation car son bilan est sain.

* Parmi les plus fortes baisses du CAC 40 ce lundi, Vinci accuse un repli de 2,09% à 93,99 euros. A quelques jours du coup d'envoi du Mondial de football au Qatar (20 novembre-18 décembre), le groupe de BTP est dans la tourmente. Une filiale qatarie de Vinci Construction Grands Projets se voit reprocher de nombreuses pratiques douteuses vis-à-vis de ses ouvriers locaux. Ces salariés aux bas salaires et aux conditions de travail difficiles participaient notamment au chantier d'un métro.

Cette filiale, dont le groupe français de BTP est actionnaire minoritaire, est convoquée par un juge d'instruction de Nanterre en vue d'une éventuelle mise en examen. Vinci confirme cette convocation.

"Depuis 2015, Vinci n'a cessé de réfuter vigoureusement les allégations portées à son encontre concernant des chantiers au Qatar menés par l'entreprise QDVC, dans laquelle Vinci Construction Grands Projets détient une participation de 49 %. Vinci rappelle qu'une première plainte déposée en 2015 a été classée sans suite en janvier 2018", indique le groupe dans un communiqué.

Et de poursuivre : "Contrairement auxdites allégations, aucun des projets attribués à QDVC n'est lié à la Coupe du Monde de football 2022 au Qatar. Ces projets ont été confiés à QDVC avant que l'organisation de cette compétition ait été attribuée au Qatar et portent à l'essentiel sur des infrastructures de transport. Vinci n'a signé aucun contrat avec le comité national d'organisation de la Coupe du Monde, et n'a construit au Qatar ni stade, ni hôtel".

Vu la complexité des sujets liés au Qatar, le groupe travaille en étroite collaboration avec des organisations internationales indépendantes pour prévenir les risques d'atteinte aux droits humains et a été proactif dans la mise en place de dispositifs efficaces de prévention des atteintes aux droits des travailleurs ainsi que dans la promotion et l'amélioration des conditions de vie et de travail des travailleurs migrants.

En 2014, démarrait un engagement de long-terme avec l'Internationale Syndicale des Travailleurs du Bâtiment et du Bois (IBB), lequel s'est traduit par deux visites sur le terrain à Doha en 2015 et 2017. Vinci et QDVC ont régulièrement mandaté des tiers externes pour les auditer : une première fois en 2011 par VIGEO, puis en 2015 par Business for Social Responsibility (BSR) pour la réalisation d'une étude d'impact droits humains. Le rapport final a conclu que "dans un contexte opérationnel très difficile, QDVC a démontré un bon niveau de performance qui contribue positivement à atténuer les risques d'impacts négatifs sur les droits humains des employés et des travailleurs sous-traitants".

* Moins de 15 jours après avoir rassuré les investisseurs, qui avaient eu parfois la main lourde pour sanctionner des sociétés (Alphabet, Meta, Amazon... ), Apple a averti que les restrictions liées au Covid entravaient la production des iPhone14 Pro en Chine. A Wall Street, l’action Apple perd 1,06% à 136,91 dollars et se classe à l’avant dernière place de l’indice Dow Jones. Selon Dan Ives, analyste chez Wedbush Securities, il s’agit d’un « coup de poing dans le ventre » pour Apple pour son trimestre le plus important de l’exercice.

" Nous estimons que cela aura un impact négatif d'environ 3 % sur les ventes d'iPhone ce trimestre " a-t-il précisé.

" Avant le communiqué d'Apple, nos contrôles indiquaient que l'interruption de l'activité de Foxconn pourrait avoir un impact sur la production de 2 à 3 millions d'unités en novembre ", annonce UBS.

Les restrictions liées au Covid-19 ont temporairement affecté le principal site d'assemblage des iPhone 14 Pro et iPhone 14 Pro Max situé à Zhengzhou, en Chine, a prévenu dimanche la firme à la pomme. L'usine fonctionne actuellement à une " capacité considérablement réduite ".

" Nous continuons de constater une forte demande pour les modèles iPhone 14 Pro et iPhone 14 Pro Max. Toutefois, nous prévoyons désormais des expéditions d'iPhone 14 Pro et d'iPhone 14 Pro Max inférieures à nos prévisions et les clients devront attendre plus longtemps avant de recevoir leur nouveau produit ", a précisé la firme technologique.

* Un partenariat de distribution a été conclu entre Deezer et Bouygues Telecom. A compter de ce jour, Bouygues Telecom propose à ses clients des offres promotionnelles pour accéder au service de streaming Deezer. Au menu : un catalogue musical de plus de 90 millions de titres ainsi que des fonctionnalités innovantes. Deezer poursuit sa stratégie de croissance B2B grâce à ce nouvel accord clé sur son plus grand marché.

“Ce partenariat, en France, avec Bouygues Telecom offre de réelles opportunités de croissance pour nos deux entreprises” a déclaré Stéphane Rougeot, Directeur Général Adjoint de Deezer. “Notre stratégie de développement est claire : nous continuons à apporter de la valeur ajoutée, de l'engagement et de la fidélisation clients à nos partenaires. Deezer a été créé en France, nos ressources technologiques et de développement sont basées à Paris et Bordeaux, notre service de streaming a les fonctionnalités parmi les plus avancées du marché, et il nous est apparu évident que nous puissions proposer ce service aux millions de clients de Bouygues Telecom”.

* Worldline a annoncé une petite acquisition en Italie : les activités d'acquisition commerçants de la banque italienne Banco Desio. En Bourse, l’action du spécialiste du paiement gagne 0,87% à 43,94 euros. Worldline déboursera environ 100 millions d'euros pour des activités représentant un chiffre d'affaires annuel additionnel d'environ 15 millions d'euros la première année. Un taux de croissance organique à deux chiffres est attendu au cours des prochaines années.

Une marge d'excédent brut d'exploitation supérieure à 30% attendue à la clôture de l'opération, qui devrait être finalisée au premier trimestre 2023.

Banco Desio recherchait un partenaire pour acquérir, exploiter et développer son activité d'acquisition de commerçants qui fournit des solutions de paiement à environ 15 000 commerçants générant environ 40 millions de transactions par an.

Le spécialiste des paiements a prévu de mettre en place un partenariat commercial visant à tirer parti du réseau bancaire constitué de 230 agence de Banco Desio pour distribuer les produits et services de paiement de Worldline aux commerçants clients de la banque en Italie.

Worldline se renforce sur le marché domestique de son concurrent, le groupe italien Nexi. Il avait déjà racheté Axepta dans ce pays auprès de BNP Paribas en 2022. Gilles Grapinet, Directeur général de Worldline, qualifie l'Italie de " marché stratégique et très attractif ".

**ANALYSE**

Après avoir doublé son taux de dépôt lors de sa réunion d'octobre, la Banque centrale européenne est encore loin de mettre fin à son offensive contre l'inflation. Alors qu’en Angleterre, au Canada ou en Australie, les banquiers centraux commencent à laisser entendre qu'ils vont réduire la voilure, ce n'est pas le message envoyé par l'institution de Francfort.

Le gouverneur de la Banque de France a ainsi exhorté ses homologues du Conseil des gouverneurs à poursuivre les hausses de taux l'an prochain. « Tant que l'inflation sous-jacente [c'est-à-dire sans les prix de l'énergie et de l'alimentation, NDLR] n'aura pas clairement atteint son pic, nous ne devrions pas nous arrêter de relever les taux », a déclaré François Villeroy de Galhau dans une interview accordée au quotidien Irish Times.

Etant donné que le banquier central français est plutôt considéré comme centriste au Conseil des gouverneurs, ces propos chocs peuvent être vus comme un indice sur la stratégie que la BCE entend suivre. Ce qui signifie que cette dernière pourrait poursuivre ses tours de vis même si l'inflation globale commence à décliner sous l'effet d'une baisse des prix de l'énergie « probablement au printemps prochain », selon le gouverneur de la Banque de France.

D'autant que, en fin de semaine dernière, la présidente de l'institution de Francfort avait déjà voulu marquer sa détermination.

Au cours d'un déplacement dans les pays baltes, où la hausse des prix dépasse encore les 20 %, Christine Lagarde a estimé que « le travail de la BCE était loin d'être fini ». Pour la Française, il est indispensable d'empêcher l'inflation de s'ancrer, en laissant les anticipations à la hausse se transmettre aux salaires et aux prix à la consommation. Et ce, coûte que coûte.

« Nous devons être prêts à prendre les décisions nécessaires, aussi difficiles soient-elles, pour réduire l'inflation », a-t-elle martelé. La banque centrale est donc prête à laisser l'économie européenne entrer en récession, sans suspendre sa politique de hausse. « Les précédents historiques suggèrent que nous ne devons pas nous attendre à ce qu'un ralentissement économique entaille significativement l'inflation », a justifié Christine Lagarde.

Du côté de Francfort, on s'attend à une faible récession pour le quatrième semestre 2022 et le premier semestre 2023, avant un redémarrage de l'économie. Mais pour certains banquiers centraux, c'est moins la politique monétaire de la banque centrale - qui renchérit les coûts de financement en remontant ses taux - que les prix élevés de l'énergie qui serait la première cause du ralentissement économique. De quoi justifier la poursuite des tours de vis.

Reste à savoir jusqu'où. Ni Christine Lagarde ni François Villeroy de Galhau n'ont indiqué d'objectif précis. Les marchés tablent sur un taux de dépôt à 3 %. Ce qui est sûr, c'est que la BCE devrait atteindre son taux neutre, ou taux de normalisation, avant la fin de l’année. Ce niveau, qui n'accélère ni ne ralentit l'économie, oscille autour de 2 %. Le taux de dépôt est déjà à 1,5 % et un nouveau relèvement est attendu en décembre. Au-delà, la banque centrale entrera en territoire restrictif. Elle pourrait alors procéder à des hausses plus prudentes, en fonction des données économiques.

Toutefois, a prévenu sa présidente, la BCE pourrait augmenter la cadence si l'inflation reste à un niveau élevé. Ce qui ne devrait pas rassurer les inquiétudes de certains au sein du Conseil des gouverneurs, notamment celles de Fabio Panetta, membre du directoire de la banque centrale. Ils alertent, pour le moment en vain, sur les conséquences d'un enchaînement trop rapide des hausses de taux, pointant du doigt le fait que les effets d'un resserrement monétaire mettent entre 12 et 18 mois à se transmettre à l'économie.

**L’AGENDA DU 8 novembre 2022**

**8h45 en France**
Balance commerciale en septembre
Emploi salarié au troisième trimestre

**11h00 en zone euro**
Ventes au détail en septembre